

# DEPARTEMENT DU FINISTERE



## Commune de CAST

### Déclaration de projet emportant mise la en compatibilité du PLU

#### C – PROCES-VERBAL EXAMEN CONJOINT ET AVIS MRAE

- Procès-verbal examen conjoint
- Avis délibéré de la MRAe du 7 avril 2022 (n°2022-009558)
- Eléments de réponses du MO à l'avis de la MRAe

**URBANISME PARTAGE**

TANGUY/BESREST/AGAP



Déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la  
commune de Cast

## PROCES VERBAL

Réunion d'examen conjoint du 17 mars 2022

**Etaient présents :**

Monsieur Joël BLAIZE, vice-président aménagement de la CCPCP

Monsieur Jacques GOUEROU, maire de Cast

Madame Catherine KERBOUL, DDTM 29

Monsieur Eric STEPHAN, chambre de commerce et d'industrie

Monsieur Olivier CAROFF, chambre d'agriculture

Monsieur Pierre ROLLAND, PDG Les Recycleurs Bretons

Madame Amandine COZIC, Directrice QHSE Les Recycleurs Bretons

Madame Michelle TANGUY, bureau d'études Urbanisme Partagé

Madame Emmanuelle BEREST, bureau d'études Urbanisme Partagé

Madame Murielle GLEHEN, chargée de mission aménagement CCPCP

**Etaient excusés :**

Monsieur le Président du Pôle Métropolitain du Pays de Brest

Madame la Présidente de la chambre des métiers et de l'artisanat

Madame la Sous-Préfète

Monsieur le Président du Conseil Départemental

**Etaient absents :**

Monsieur le Président du conseil régional de Bretagne

Monsieur le Directeur SNCF immobilier

Les personnes publiques associées ont été conviées à la réunion par courrier avec accusé de réception en date du 11 février 2022. Le courrier était accompagné de la notice de présentation et l'évaluation environnementale de la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Cast.



Mesdames Michelle TANGUY et Emmanuelle BEREST représentantes du BET Urbanisme Partagé présentent le dossier de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Cast (support de présentation en annexe). Le projet vise à permettre l'installation d'un centre de tri haute performance, d'un centre de regroupement de tri et de traitement du bois, d'une déchetterie professionnelle et d'une unité de déconditionnement de bio-déchets sur un site industriel en friche (ancienne usine Nutréa) au lieu-dit « Mesdon » sur la Commune de Cast.

Il est précisé que l'évaluation environnementale a été transmise à la MRAE le 11 janvier 2022.

M. GOUEROU s'interroge sur la mention précisant que le site se situe à environ 150 m des habitations, en bout de voie privée. Il estime cette distance à 300m. Madame TANGUY précise que les anciens bâtiments Nutrea se situent effectivement à 300m de la première habitation néanmoins si l'on prend en compte le périmètre global du projet la première habitation est bien située à 150m.

Madame KERBOUL précise que la notion de projet en urbanisme est de plus en plus prégnante. Les ouvertures à l'urbanisation seront conditionnées à l'existence d'un projet. Dans le cadre du PLUi-H, il conviendra d'identifier les friches agricoles et industrielles pour estimer le potentiel de renaturation.

Madame KERBOUL s'interroge sur l'orientation du PADD p.16 qui proscriit toute urbanisation en direction de la carrière du Hinguer.

Madame BEREST et Monsieur GOUEROU précisent que le projet porté par les recycleurs bretons n'apporte pas de contraintes supplémentaires au fonctionnement de la carrière du Hinguer, l'extension du site se faisant par le sud et non par l'ouest. La partie sud du projet sera réservée aux futures alvéoles de la déchetterie professionnelle.

Madame KERBOUL souhaiterait que le règlement graphique prévoit le maintien de haies ceinturant le projet ou qu'une Orientation d'Aménagement et de Programmation soit rédigée à cet effet.

Monsieur CAROFF apporte son soutien au projet et se félicite du réinvestissement du site.

Monsieur STEPHAN estime que ce projet valorisant une friche industrielle est cohérent et présente des retombées économiques intéressantes avec la création d'une quarantaine d'emplois. Il répond au besoin des acteurs locaux face à la saturation du site de Guipavas. Monsieur STEPHAN remet un courrier détaillant l'avis de la CCI Métropolitaine Bretagne Ouest qui émet un avis favorable au projet (courrier en annexe).

Monsieur GOUEROU émet un avis favorable au projet et se félicite du réinvestissement de cette friche industrielle.

Monsieur BLAIZE précise que le site est éloigné des habitations et répond aux enjeux environnementaux de part sa proximité avec la voie ferroviaire.

Monsieur ROLLAND précise que les Recycleurs Bretons porteront une attention particulière au volet paysager de ce projet.

Murielle GLEHEN fait lecture des avis transmis par mails et par courriers:

-Courrier du Conseil Régional de Bretagne en date du 8 mars 2022 qui précise que :

«Le 16 mars 2021, le SRADDET a été approuvé par arrêté du Préfet de Région et rendu exécutoire (...) Les SCOT de Bretagne devront donc désormais prendre en compte les objectifs du SRADDET, et être mise en compatibilité avec ses règles générales et ce dès leur prochaine révision. (...) Toutefois nous vous invitons à anticiper et intégrer dès aujourd'hui les objectifs et règles générales du SRADDET dans l'élaboration ou la révision de votre Plan Local d'Urbanisme communal ou Intercommunal (PLU-i) ». (Courrier en annexe).

-Mail en date du 14 mars 2022 émanant de M. Erwan BARILLEC Chef d'Agence de l'ATD du Pays de Morlaix Centre Finistère qui précise que :

*« La friche industrielle, situé au lieu-dit « Mesdon », est desservi depuis la RD 770. Le document évoque la RD 700 au lieu de la RD 770. Il convient de modifier cet élément dans l'ensemble du document.*

*Conformément au règlement de la voirie départementale du 14 janvier 2019, je vous confirme que les marges de recul des constructions sont instituées pour garantir la sécurité routière en s'assurant du respect des distances de visibilité, protéger les riverains des nuisances sonores liées au trafic routier et limiter les constructions dans l'environnement proche de la voie en raison de son utilité potentielle pour des élargissements ou aménagements ultérieurs de sécurité.*

*Les marges de recul applicables au projet localisé au droit de la RD 770, hors d'agglomération, sont de 15 mètres minimum.*

*La notice et l'évaluation environnementale afférentes à ce projet n'appellent pas d'observations supplémentaires de la part des services du Département à ce stade de la procédure. »*

-Mail en date du 14 février 2022 émanant de Madame Nadège LOURDEAU pour le compte du Pôle Métropolitain du Pays de Brest qui précise que :

*« Le projet a lieu sur un site en partie déjà artificialisé donc limite la consommation d'espace*

*Le projet se situe en dehors des espaces repérés par la TVB du SCoT*

*Le projet répond à l'ambition de hausse de la valorisation des déchets*

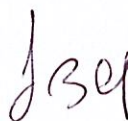
*Une attention est toutefois à porter à l'assainissement du site (aujourd'hui ANC non conforme) et à la gestion des eaux pluviales. »*

Aucune autre remarque n'étant formulée la séance est close.

Pour la Présidente et par délégation,

Le vice-président à l'aménagement de la CCPCP,


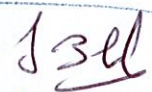
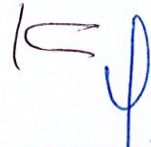
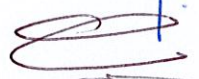

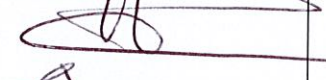




Joël BLAIZE







Réunion d'examen conjoint, déclaration de projet emportant la mise en  
compatibilité du PLU de Cast  
17 mars 2022

Nom-prénom	Structure	Signature
CAROFF Olivier	Chambre d'Agric	
BLAIZE Jérémy	CCPCP VP	
KERBOUL Gauthier	DDT 29/SA/UPU	
ROLLAND Pierre	Recycleurs Bretons	
GOZIC Aurélienne	Recycleurs Bretons	
BESREST Emmanuelle	BE environnement	
TANGUY Frédéric	BE urbanisme	
Stephan Eric	CCI MBO Brest	
Nathalie Gléhen	CCPCP	
GOUÉROU Jacques	Mairie de CAST CCPCP	







## **Avis sur le projet de modification du plan local d'urbanisme de Cast**

La CCIMBO Brest a été sollicitée pour avis, dans son rôle de Personne Publique Associée, par la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay qui modifie le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cast. L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général de l'implantation d'un centre de tri haute performance sur le site de Mesdon à Cast et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence. L'avis de la CCIMBO Brest sera exprimé lors de la réunion du 17 mars 2022, regroupant les Personnes Publiques Associées, pour analyser le projet. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjointe établi à l'issue de la réunion sera joint au dossier d'enquête publique.

### **Description du projet :**

L'entreprise « Les Recycleurs Bretons » a fait connaître à la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay son souhait de s'installer sur le site en friche de l'ancienne usine Nutrêa, au lieu-dit Mesdon, sur la commune de Cast. Ce futur site vient en complément du Centre de Tri Haute Performance (CTHP) des Recycleurs Bretons à Guipavas qui arrive à saturation.

Les Recycleurs Bretons ont pour projet de développer sur ce secteur :

- Un centre de tri haute performance dont l'objectif est de transformer des déchets d'origines diverses en produits valorisables (combustible solide de récupération) et également d'y extraire des matériaux recyclables ;
- Un centre de regroupement de tri et de traitement du bois ;
- Une déchetterie professionnelle pour assurer le tri et le traitement, hors site de Cast, des déchets issus de l'artisanat ;
- Une unité de déconditionnement de bio-déchets.

Le PLU de la commune de Cast a été approuvé le 3 octobre 2017 et a fait l'objet d'une révision allégée, approuvée le 2 mars 2021. Aujourd'hui, le PLU nécessite d'être adapté pour permettre un projet d'intérêt général, à savoir l'implantation d'un centre de tri haute performance à Mesdon. Ce projet est une opportunité pour réinvestir une friche industrielle (ancienne usine Nutrêa) et s'inscrit dans une démarche de développement durable en répondant aux enjeux identifiés dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Bretagne. Les parcelles qui accueilleront ce projet sont situées en zones Ai (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à vocation d'activités économiques) et A (secteur à vocation agricole). Au regard de la nature du projet, il s'avère nécessaire de classer en zone Ui les parcelles concernées afin de permettre la réalisation des constructions et équipements nécessaires à l'exploitation du centre de tri haute performance.

### **Avis de la CCIMBO Brest :**

Ce projet d'intérêt général présente de nombreux atouts pour le développement économique du territoire :

- Valorisation d'une friche industrielle ;
- Impact socio-économique sur le territoire, avec la création de 30 à 40 emplois à l'horizon 2025 ;
- Une réponse aux enjeux identifiés dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets en Bretagne (objectif « 0 enfouissement ») ;
- Un projet compatible avec le DOO du Scot de la CCPCP, sur les objectifs de traitement des déchets et de développement économique local ;
- Un projet cohérent avec son environnement :
  - Un site accessible, à proximité des réseaux routiers (D770, RN165), ferroviaires et une position centrale en Finistère ;
  - Un site isolé en zone rurale, réduisant les risques de conflits de voisinage liés aux nuisances générées par l'activité de l'entreprise ;
  - Une réponse aux besoins des acteurs locaux, face à la saturation du site de Guipavas.

Compte-tenu de la cohérence de ce projet et des nombreux atouts identifiés, la CCIMBO Brest salue l'ambition donnée au développement économique de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay et émet donc un **avis favorable**.







Direction générale des services

Pennrenerezh ar servijoù

Direction de l'aménagement et de l'égalité

Pôle planifications territoriales

Personne chargée du dossier : Arnaud DEGOUYS,

Chargé de la planification régionale et du SRADDET

Tél. : 02 90 09 17 37

Courriel : arnaud.degouys@bretagne.bzh

Madame Gaëlle NICOLAS

Présidente

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Rue Camille Danguillaume

CS 60043

29150 CHÂTEAULIN

→ Référence à rappeler dans toutes vos correspondances

N° : 361067/DIRAM/POPLAN/AD

Rennes, le - 8 MARS 2022

Objet : Mise en compatibilité du PLU de la commune de Cast

Madame la Présidente,

Je vous informe que la Région a bien réceptionné les éléments concernant votre dossier : Mise en compatibilité du PLU de la commune de Cast le 22 février 2022 et je vous en remercie.

Dans le cadre de la démarche **Breizh COP** le Conseil régional a souhaité s'engager dans l'écriture du projet de développement durable de notre région pour 2040, avec toutes les collectivités, acteurs économiques, associations, citoyen-ne-s de Bretagne.

Le 18 décembre 2020, à l'issue de trois années de co-construction avec et dans les territoires, **le Conseil régional a adopté le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)**, volet réglementaire de la démarche Breizh Cop. Le 16 mars 2021, le SRADDET a été approuvé par arrêté du Préfet de Région et rendu exécutoire.

Les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCOT) de Bretagne devront donc désormais prendre en compte les objectifs du SRADDET, et être mis en compatibilité avec ses règles générales, et ce dès leur prochaine révision. Il revient ainsi au SCOT, en tant que document pivot, d'intégrer et territorialiser les documents de planification supérieurs (dont le SRADDET) vers les Plans Locaux d'Urbanisme communaux ou Intercommunaux (PLU-I) et les documents en tenant lieu.

Toutefois, dans la continuité des engagements volontaires et partagés pour le développement durable de la Bretagne pris par les collectivités dans le cadre de la démarche Breizh COP, et au regard des enjeux posés pour la Bretagne, nous vous invitons à anticiper et intégrer dès aujourd'hui les objectifs et règles générales du SRADDET dans l'élaboration ou la révision de votre Plan Local d'Urbanisme communal ou Intercommunal (PLU-I). Cette prise en compte, bien que non obligatoire, est tout à fait possible et peut intervenir avant même l'élaboration ou la révision du SCOT de votre territoire, en avance de phase sur la déclinaison réglementaire des objectifs de la Breizh COP.

L'engagement des collectivités et établissements publics par les documents d'urbanisme et de planification est central pour atteindre les objectifs de la Breizh COP à l'échelle régionale.

Afin de faciliter cette prise en compte anticipée et volontaire du SRADDET par les documents infra régionaux, le SRADDET approuvé est consultable sur [www.breizhcop.bzh](http://www.breizhcop.bzh) et [www.bretagne.bzh/sraddet](http://www.bretagne.bzh/sraddet).

Comptant sur votre mobilisation dans la mise en œuvre de ce projet d'avenir, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations très distinguées.

Pour le Président du Conseil régional,

La cheffe du Pôle  
planifications territoriales



CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

283 avenue du Général Patton - CS 21101 - 35711 Rennes cedex 7

Tél. : 02 99 27 10 10 | [twitter.com/regionbretagne](https://twitter.com/regionbretagne)

[www.bretagne.bzh](http://www.bretagne.bzh)

KUZUL-RANNVRO BREIZH

283 bali ar Jeneral Patton - CS 21101 - 35711 Roazhon cedex 7

Pg : 02 99 27 10 10 | [twitter.com/regionbretagne](https://twitter.com/regionbretagne)

[www.breizh.bzh](http://www.breizh.bzh)

Adresser toute correspondance sous forme impersonnelle à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne.







Mission régionale d'autorité environnementale

**Bretagne**

**Avis délibéré de la Mission régionale d'autorité  
environnementale de Bretagne sur la  
mise en compatibilité du plan local d'urbanisme  
de Cast (29)**

n° 2022-009558

## ***Préambule relatif à l'élaboration de l'avis***

*La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne s'est réunie le 7 avril 2022. L'ordre du jour comportait notamment l'avis sur le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Cast (29) pour l'implantation d'un centre de regroupement, de transit, de tri et de traitement de déchets.*

*Étaient présents et ont délibéré collégalement : Florence Castel, Alain Even, Chantal Gascuel, Audrey Joly, Antoine Pichon, Philippe Viroulaud.*

*En application du règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne adopté le 24 septembre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.*

\* \*

*La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne a été saisie par la Communauté de communes de Pleuben-Châteaulin-Parzay pour avis de la MRAe, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 11 janvier 2022.*

*Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans un délai de trois mois.*

*Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, la DREAL a consulté par courriel du 11 janvier 2022 l'agence régionale de santé, qui a transmis une contribution en date du 10 février 2022.*

*Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL Bretagne et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.*

**Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.**

**Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.**

**Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.**

# Sommaire

## Table des matières

Présentation du territoire, du projet et des enjeux environnementaux.....	4
Présentation du territoire et du projet de mise en compatibilité.....	4
Principaux enjeux environnementaux.....	7
Qualité de l'évaluation environnementale.....	8
Caractéristiques du dossier, de la démarche et de l'analyse menée.....	8
Justification des choix.....	8
Prise en compte des principaux enjeux environnementaux.....	8
Préservation des milieux naturels.....	8
Qualité paysagère.....	10
Gestion des eaux usées et pluviales, ressource en eau potable.....	10
Déplacements, sécurité et nuisances.....	11
Conclusion.....	11

# Avis de l'autorité environnementale

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Elle est diligentée au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement, à un moment où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs incidences (positives ou négatives) sur l'environnement.

## Présentation du territoire, du projet et des enjeux environnementaux

### Présentation du territoire et du projet de mise en compatibilité

La commune de Cast se situe dans le département du Finistère et fait partie de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay. Elle compte 1 545 habitants en 2018 (données INSEE) et dispose depuis le 3 octobre 2017 d'un plan local d'urbanisme (PLU).

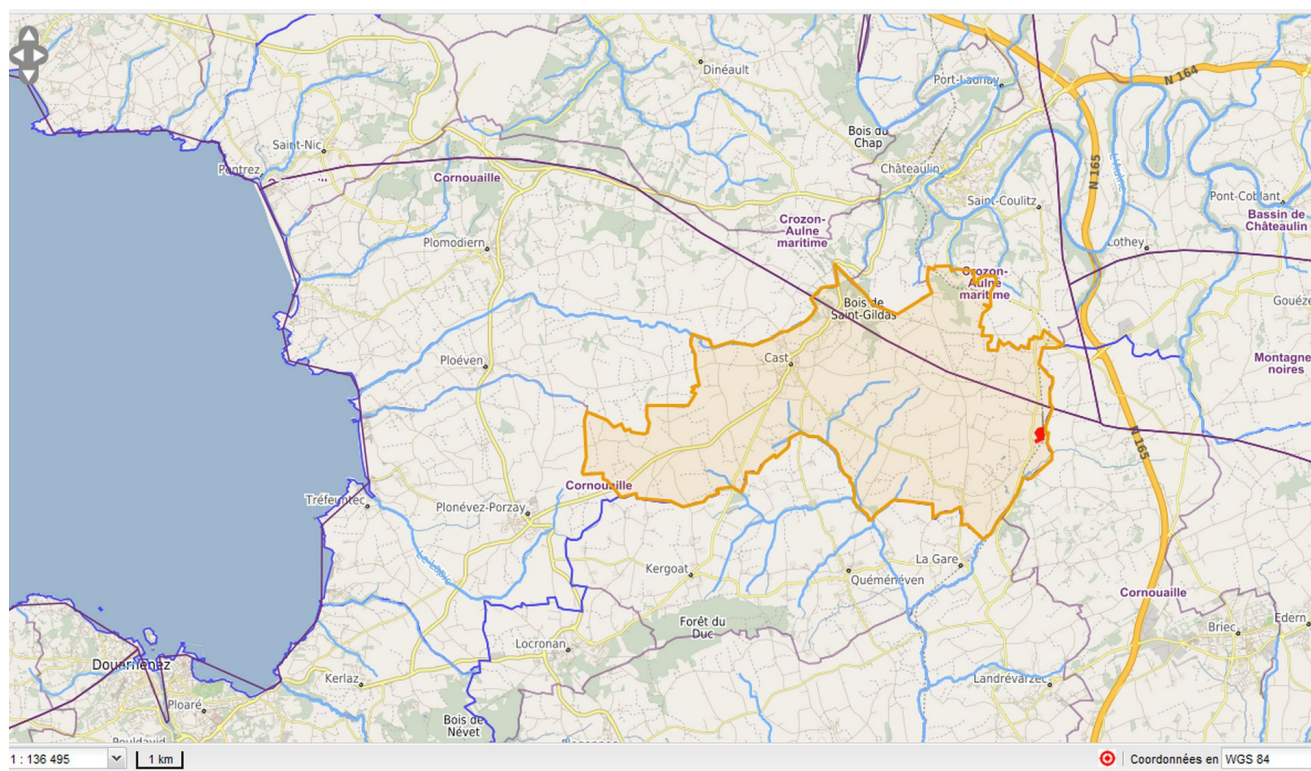


Figure 1: Localisation de la commune de Cast, du projet (repère rouge) et des unités paysagères (délimitées par les lisérés violets)

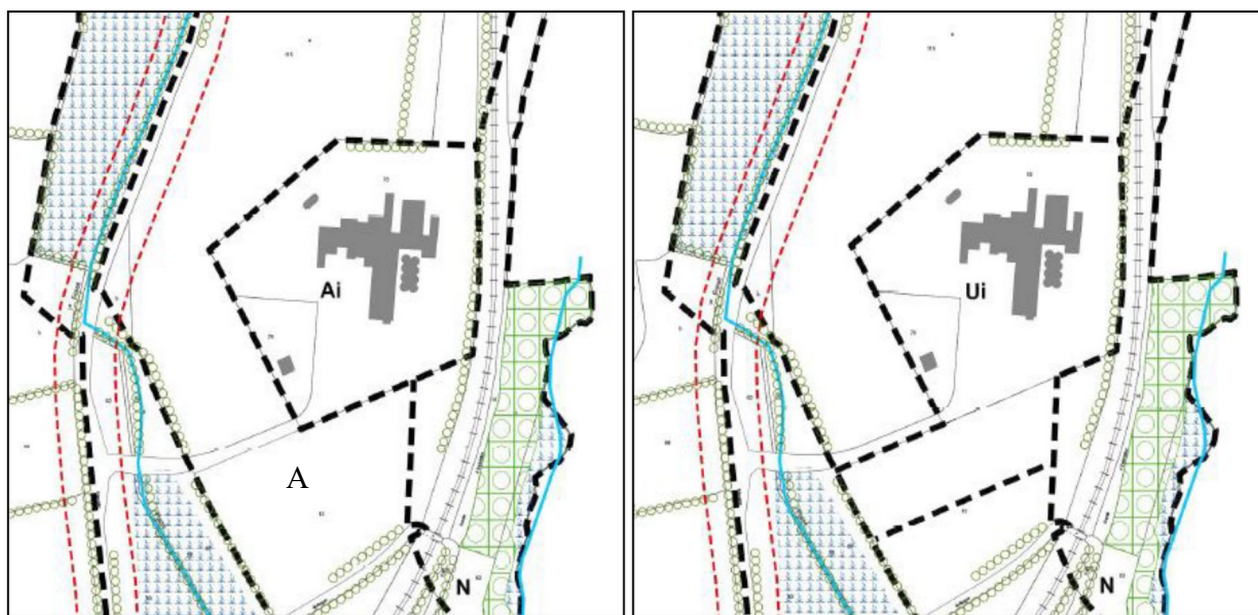
La mise en compatibilité du document d'urbanisme s'inscrit dans le contexte d'un programme d'aménagement et de développement durable (PADD) visant une maîtrise de l'urbanisation diffuse, le développement économique et celui du tourisme dans un territoire aux paysages variés et aux confins de sites réputés (proximité de la Baie de Douarnenez, des Montagnes Noires, des boucles de l'Aulne).



La déclaration de projet liée à cette procédure concerne principalement l'installation d'un centre de tri de déchets à l'est du territoire communal. Il est prévu que cette installation comprenne un centre de tri de déchets d'origines diverses (combustible solide, extraction de matériaux recyclables), un centre de regroupement, tri et traitement du bois et une unité de déconditionnement de biodéchets<sup>1</sup>.

Elle crée une zone Ui de 4,8 ha au lieu-dit Mesdon, sur des parcelles actuellement identifiées comme zone agricole (3,6 ha classés en Ai, 1,2 ha en A<sup>2</sup>) et en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)<sup>3</sup>, recouvrant le site de l'ancienne coopérative agro-alimentaire de Nutrea .

Les règlements écrit<sup>4</sup> et graphique sont modifiés en ce sens.



Extrait de zonage du PLU opposable

Extrait du zonage du PLU après mise en compatibilité

Figure 2 : Evolution du règlement graphique (sources dossier et compléments Dreal)

La réalisation du centre de tri, recyclage et traitement est soumise à autorisation environnementale, en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement.

Ce projet comprendra :

- sur le site de l'ancienne coopérative agro-alimentaire<sup>5</sup> : un centre de tri « haute performance » pour la valorisation de déchets d'origines diverses (combustible solide, extraction de matériaux recyclables), un centre de regroupement, tri et traitement du bois et une unité de déconditionnement de biodéchets ;

- 1 Déchets organiques accompagnés de leurs emballages, particularité impliquant une phase de trituration avant valorisation (méthanisation, compostage...).
- 2 Ai désigne les zones agricoles pouvant accueillir une activité industrielle. Sur la parcelle classée en A, ne sont plus cultivés que 6 000 m<sup>2</sup>, le reste étant occupé par un bassin de rétention des eaux pluviales et un bassin pour des eaux d'extinction d'incendie.
- 3 Un autre STECAL est défini par le PLU, en sortie de bourg.
- 4 La nouvelle version du règlement écrit (page 145) gagnera à préciser le classement d'origine des terrains de la nouvelle zone Ui (Ai et A).
- 5 Le site est en partie démolie, conservant 1 200 m<sup>2</sup> de bâtiments, 1,7 ha de plate-forme imperméabilisée et une portion de voie ferroviaire (hors d'usage, en l'état).

- sur la parcelle agricole en A : les bassins de rétention nécessaires à la gestion des eaux pluviales (côté ouest) et une déchetterie professionnelle pour le tri et traitement des déchets issus de l'artisanat, la déchetterie communale actuelle devenant celle des seuls particuliers.

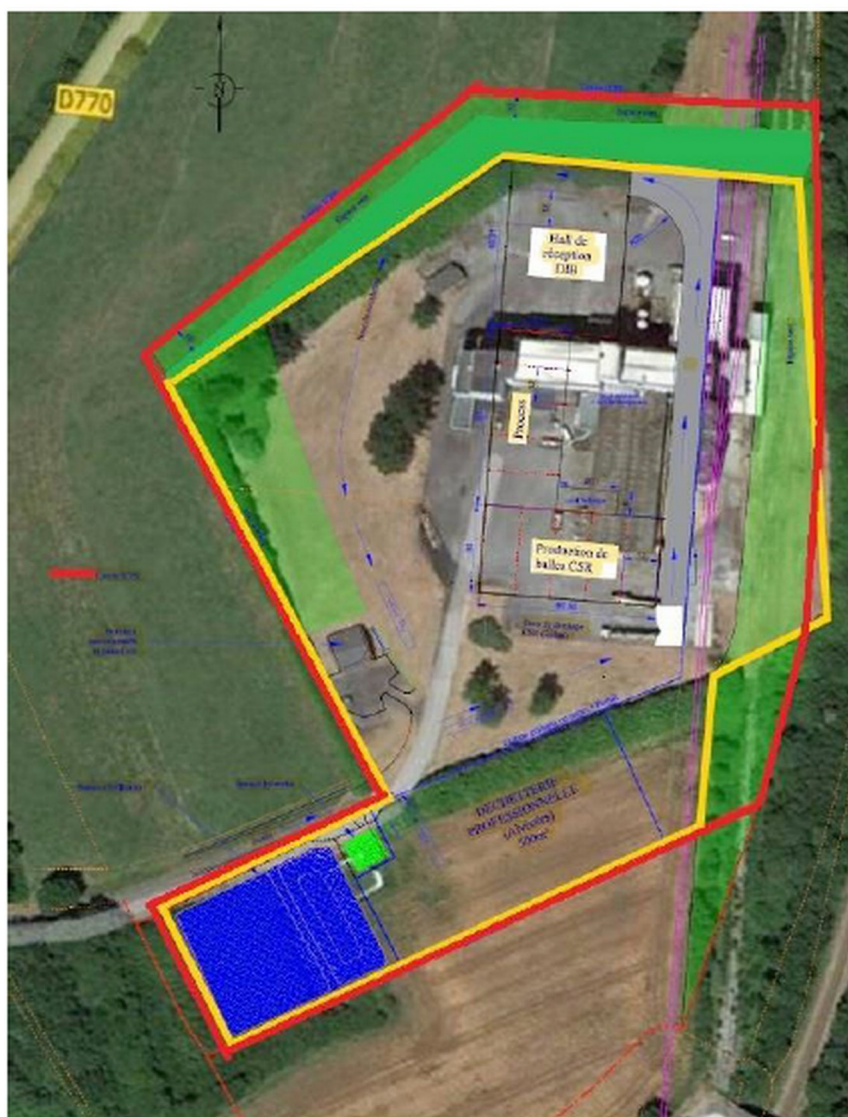


Figure 3: Projet d'implantation du centre de tri

Les éléments de paysage et de nature figurant sur le règlement graphique (cf extrait ci-dessus) peuvent être replacés dans le contexte plus large des paysages et de la trame verte et bleue<sup>6</sup> du territoire, diversifiés et contrastés :

6 Réseau formé de continuités écologiques terrestres (trame verte, notamment constituée des boisements et du bocage) et aquatiques (trame bleue, notamment constituée des cours d'eau et zones humides).

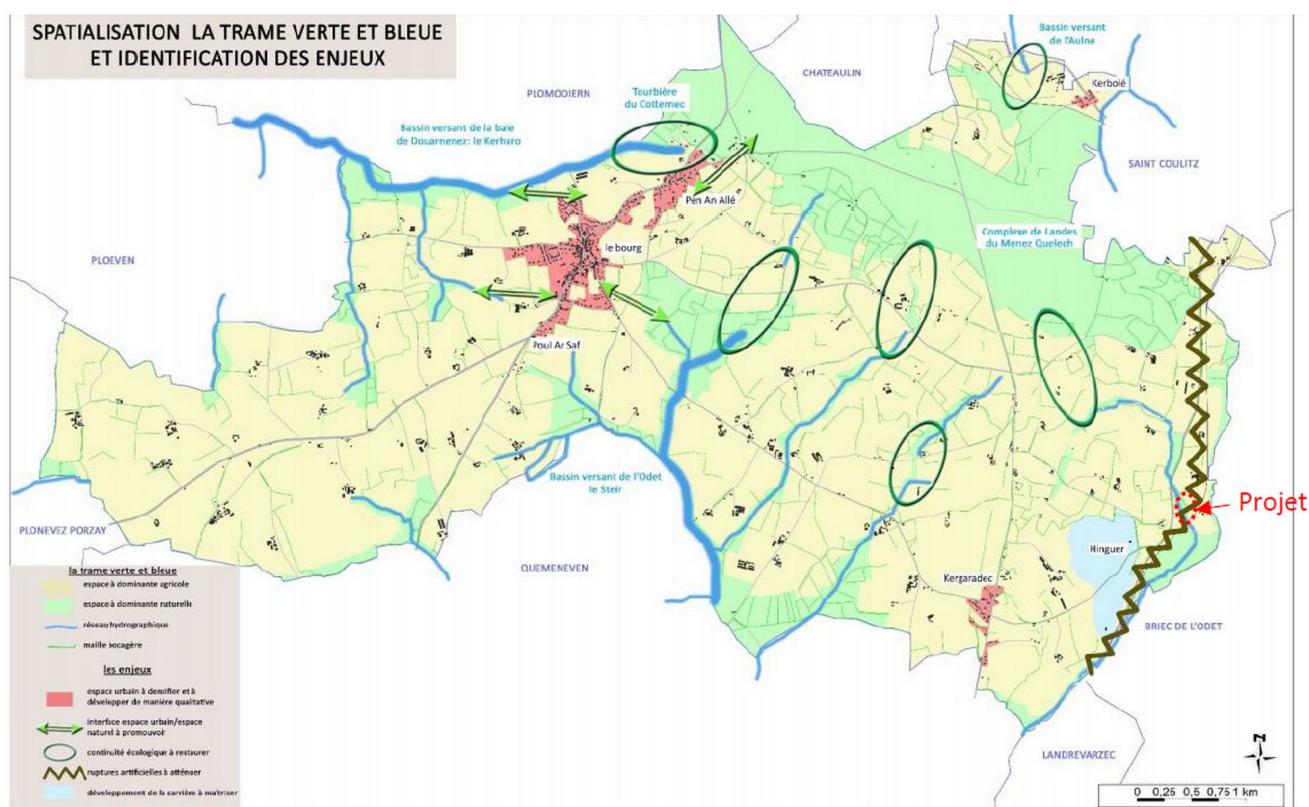


Figure 4 : Contexte naturel et paysager du projet, selon la trame verte et bleue définie dans le PLU

Le document ci-dessus précise les actions à mener pour améliorer la fonctionnalité de la trame verte et bleue du territoire. Le secteur du projet y apparaît comme localisé dans une « rupture artificielle à atténuer » (figurée en dents de scie). Il forme une butte et se situe à l'amont d'une confluence au sein du réseau hydrographique, bordé de zones humides et d'éléments arborés (haies, bosquets) : les vallons concernés sont potentiellement intéressants pour la faune sauvage, d'autant plus qu'ils peuvent réduire l'effet d'obstacle aux déplacements de la faune (routes, voie ferrée, carrière clôturée, lignes électriques aériennes).

L'installation de ces infrastructures et activités est susceptible de dégrader le paysage de cette partie du territoire communal.

Le projet se situe par ailleurs dans un contexte d'urbanisation diffuse avec, à proximité, le hameau de Kergaradec ou, un peu plus loin, celui de La Gare (lieu-dit et halte ferroviaire sur le territoire communal de Quéménéven, limitrophe de Cast au sud). Ces deux localités sont elles-mêmes susceptibles d'évoluer (par création de nouvelles constructions) et sont reliées au projet en matière de déplacements par des axes routiers.

## Principaux enjeux environnementaux

Au regard des effets attendus du projet de mise en compatibilité du PLU, des sensibilités environnementales du territoire, les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Ae sont :

- la préservation et la restauration des milieux naturels et de leurs fonctionnalités pour la faune sauvage ;

- la qualité paysagère du secteur et celle de l'aménagement futur ;
- la protection des milieux aquatiques vis-à-vis de la gestion de l'eau potable et des flux d'eaux usées et pluviales du projet ;
- la sécurité et la limitation des nuisances pour les riverains (déplacements, gestion potentielle de déchets dangereux, émissions atmosphériques, émissions sonores, odeurs).

Le projet présente par ailleurs un intérêt environnemental en raison de sa finalité de valorisation des déchets et par conséquent de réduction de leur stockage ultime.

## Qualité de l'évaluation environnementale

### Caractéristiques du dossier, de la démarche et de l'analyse menée

Le dossier, dans sa présentation et sa rédaction, est clair. La recherche de concision est appréciable. Toutefois, la carte de l'aménagement du site pourrait être améliorée pour être davantage lisible pour le lecteur.

L'état initial de l'environnement, les enjeux retenus et l'évaluation des incidences tiennent compte des effets distants possibles du projet (paysage, nuisances, trafic induit). L'état initial reste cependant trop superficiel pour la biodiversité, comme détaillé dans la partie 3 du présent avis alors que c'est l'un des enjeux principaux du projet.

En outre et surtout, comme précisé ci-après, l'évaluation environnementale présentée revêt essentiellement la forme d'une ébauche de l'étude d'impact qui pourrait être celle du projet de centre de tri : elle n'évalue pas véritablement l'effet de la mise en compatibilité du PLU à l'échelle du territoire, alors même que l'étude d'impact du projet de centre de tri n'a pas été soumis conjointement à l'autorité environnementale.

### Justification des choix

Le choix de localisation du projet tend à conforter l'urbanisation diffuse de la commune. Or, ce choix, qui touche différents enjeux environnementaux, n'est pas discuté dans le dossier.

L'évaluation devrait donc faire apparaître une analyse comparée des choix d'implantation possibles, entre plusieurs sites, du point de vue de la répartition spatiale des espaces urbanisés et agro-naturels, des enjeux paysagers, de biodiversité, de la sécurité des déplacements... Une renaturation du site de l'ancienne coopérative agro-alimentaire pourrait être envisagée, compte tenu de l'enjeu de renforcement des continuités écologiques, plutôt que son maintien comme zone artificialisée.

***L'Ae recommande que l'évaluation environnementale stratégique de la mise en compatibilité du PLU compare plusieurs scénarios d'implantation du centre de tri et de devenir de l'ancienne coopérative agro-alimentaire en analysant leurs contributions à un aménagement du territoire communal optimisé du point de vue de l'environnement.***

## Prise en compte des principaux enjeux environnementaux

### Préservation des milieux naturels

- Espèces locales

Les inventaires effectués dans l'emprise du site et son voisinage sont lacunaires :



- un seul passage a été effectué pour la flore (en juillet), là où trois sont attendus afin de couvrir la période de mars à octobre, nécessaire à l'inventaire de la plupart des espèces ;
- le mois de juillet ne correspond pas à une période conseillée pour l'observation des amphibiens. Ils peuvent donc être à tort considérés comme absents des plans d'eau ;
- il n'est pas fait mention de recherche adaptée aux reptiles, en particulier dans les gravats.

Les alentours du site n'ont de plus pas fait l'objet de relevés.

**Ces aspects remettent en question la représentativité des inventaires de la faune et de la flore, que celles-ci soient « patrimoniales » ou « ordinaires ». Les niveaux d'enjeux pour les espèces du site ne peuvent donc pas être appréciés.**

#### • Milieux

Les sols sont localement pollués. Leur traitement est prévu et sera défini dans le cadre de l'étude d'impact (ou de l'étude d'incidence) du projet de centre de tri. Les habitats naturels ou semi-naturels ont fait l'objet d'une cartographie fine, permettant l'évitement de milieux porteurs d'enjeux comme la prairie à plantes hygrophiles en limite ouest du site, qui fera l'objet d'une gestion adaptée (fauche tardive, éco-pâturage). Le dossier prévoit la suppression de haies monospécifiques (laurier palme). Leur remplacement, préalable aux travaux de construction des nouvelles installations, par un mélange d'essences locales pourra effectivement enrichir la valeur de biotope des haies pour la faune locale et améliorer la qualité paysagère du site.

L'extension de l'imperméabilisation et la gestion afférente des eaux pluviales sont susceptibles de modifier le fonctionnement des zones humides se trouvant en aval immédiat du site du projet. **Seul un risque de pollution est considéré par l'évaluation alors qu'un suivi de l'évolution de ces milieux, dont l'alimentation en eau sera modifiée, apparaît nécessaire.**

#### • Continuités écologiques (ou « trame verte et bleue »)

Le PLU définit comme enjeu local l'amélioration des continuités écologiques, du fait de la présence d'infrastructures faisant obstacle aux déplacements de la faune sauvage. La bonne prise en compte de cet enjeu en amont de la définition précise du centre de tri peut favoriser un aménagement optimal du site et de ses environs. À défaut, l'implantation du centre de tri et son fonctionnement risquent, au contraire, d'entraver davantage les déplacements de la faune (circulation routière, sons nouveaux, mise en place de clôtures...).

Le travail bibliographique relatif aux continuités écologiques n'apparaît pas complet :

- les données publiques disponibles sur les mammifères sauvages et leurs milieux de vie<sup>7</sup>, données complémentaires à celles d'une trame verte et bleue (car reposant souvent essentiellement sur une approche cartographique), ne semblent pas exploitées, alors qu'elles peuvent identifier des sites favorables à protéger ou souligner le besoin d'établir des connexions ;
- les études de définition de la trame verte et bleue communale (menées pour l'élaboration du PLU) ne semblent pas utilisées alors qu'elles pourraient apporter un éclairage sur les opportunités et modalités de confortement des déplacements de la faune sauvage.

Finalement, l'incorporation de la cartographie communale des continuités écologiques dans l'évaluation ne se traduit pas par une véritable appropriation de cette dimension de la biodiversité. Le texte indique même que « le projet d'extension évite la trame verte et bleue communale et supra-communale » alors que la situation de celui-ci en limite est du territoire appellerait une expertise sur la commune voisine, suffisamment fine pour tenir compte, par exemple, des possibilités d'aménagement des franchissements (aériens ou souterrains) de la voie ferrée (en l'état distants d'environ 1 km les uns des autres).

<sup>7</sup> Données du Groupe Mammalogique Breton (GMB), notamment accessibles par le visualiseur Géobretagne.

La localisation retenue amplifiera l'effet d'obstacle aux déplacements de la faune sauvage déjà identifié par le document d'urbanisme.

**L'Ae recommande :**

- *de mieux caractériser l'impact du projet sur les sols et la biodiversité (notamment pour les espèces et la fonctionnalité de la trame verte et bleue), d'en tenir compte dans le choix de localisation du projet,*
- *en cas de maintien du choix actuel, de relier la réalisation du projet à un renforcement des continuités écologiques locales, à définir.*

Le dossier comporte des éléments relatifs au concept de trame noire<sup>8</sup>. Il conviendrait de préciser si le projet pourra induire une pollution lumineuse nocturne et le cas échéant de compléter l'analyse sur ce point.

## Qualité paysagère

Une hauteur maximale de 12 m est fixée pour les bâtiments futurs. Mais aucune simulation paysagère du projet ne permet à ce stade d'estimer quelle sera la visibilité du projet alors que le site est localisé sur une butte, à proximité d'une route départementale assez fréquentée<sup>9</sup> et dans un contexte qui se présente plutôt comme dégradé sur le plan paysager.

Le règlement écrit permet le choix de clôtures laissant une large place à des éléments naturels (végétal, pierre) mais aussi l'édification de murs en parpaings. Leur « harmonie... avec l'environnement naturel... » tel que demandé dans le PLU est difficile à concevoir.

***L'Ae recommande d'évaluer l'impact paysager local du projet sur la base d'une esquisse pouvant traduire l'ampleur des bâtiments, leur répartition et de prévoir des prescriptions architecturales ainsi qu'un type de clôture adapté à l'environnement du projet.***

## Gestion des eaux usées et pluviales, ressource en eau potable

- Gestion des eaux pluviales

Sur le plan qualitatif, le dossier précise que le projet fera l'objet d'une étude au titre de la loi sur l'eau, compte-tenu de son emprise importante, et qu'un suivi des eaux rejetées par les bassins sera mis en place. Ces dispositions devront être intégrées dans l'étude d'impact ou l'étude d'incidence associée à la procédure d'autorisation environnementale.

La situation d'interfluve et de tête de bassin-versant appelle également une attention particulière aux aspects quantitatifs, discutés ci-avant au titre de la préservation des milieux naturels. La définition précise du projet et son étude d'impact ou son étude d'incidence comporteront cette expertise.

- Gestion des eaux usées

Le site de l'ancienne coopérative agro-alimentaire n'avait pas été raccordé à l'assainissement collectif et le projet ne le prévoit pas non plus. L'emprise du projet s'avère toutefois a priori suffisante pour installer un dispositif d'épuration local performant. **Il conviendra de préciser dans ce projet de mise en compatibilité du PLU les modalités d'épuration retenues afin de démontrer que la capacité épuratoire des zones humides voisines ne sera pas mise à contribution ou altérée.**

<sup>8</sup> La démarche de trame noire consiste à identifier, préserver et éventuellement remettre en bon état les continuités écologiques nocturnes, définies par différents habitats naturels et la faiblesse de la pollution lumineuse.

<sup>9</sup> Trafic quotidien de l'ordre de 1 700 véhicules par jour.

- Ressource en eau potable

Malgré la diversité des activités envisagées, la consommation en eau n'est pas présentée comme substantielle (absence d'eau de process, limitation de l'usage à l'entretien des bâtiments et aux besoins du personnel). **La dimension du projet requiert toutefois une justification a minima de ce point de vue, en lieu et place d'une simple affirmation.**

## Déplacements, sécurité et nuisances

Plusieurs habitations sont situées à proximité de la zone du projet (150 à 200 m). La préservation de la sécurité et du cadre de vie des riverains apparaît comme un enjeu non négligeable<sup>10</sup>, du fait des nuisances susceptibles d'être générées par l'activité en elle-même (émissions atmosphériques – olfactives notamment – et nuisances sonores du fait du compostage), mais aussi des nuisances indirectes (liées au trafic routier notamment).

L'évaluation fait mention de mesures d'insonorisation et de mise sous dépression et de captation de l'air pour les bâtiments, mais la nature du projet entraînera probablement des activités bruyantes en extérieur, dont l'impact sera plus difficilement réductible (entretien et gestion de conteneurs, chargements, déchargements, manœuvres...).

L'évaluation a pris le soin de dresser un état des lieux acoustique<sup>11</sup>, mais elle ne le met pas à profit pour évaluer les incidences du projet de mise en compatibilité du PLU.

**Sans effectuer une expertise approfondie à ce stade du projet, ces données de l'état initial auraient pu être rapprochées de celles d'un site industriel analogue en fonctionnement<sup>12</sup> afin de cerner les niveaux d'impacts sonores possibles et d'incorporer au règlement écrit de la nouvelle zone Ui des dispositions de limitation de tels impacts (valeurs plafonds, mesures de protection...).**

Les transports hors site, évalués à 30 véhicules légers et 10 camions par jour, ne représenteront qu'une faible hausse de trafic (estimée à + 3 % pour la RD 770).

**L'aménagement de la sortie du site sur cet axe routier et la limitation éventuelle des vitesses de circulation<sup>13</sup> devront être examinés dans l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet afin de garantir la sécurité de tous les usagers.**

Pour rappel, le dossier mentionne la perspective d'une remise en état de la voie ferrée du site, raccordable au réseau SNCF ; cette mesure est intéressante pour réduire les nuisances et l'impact climatique du projet, mais ces travaux n'en sont pas encore au stade de la programmation. **Ce point fragilise la démonstration du choix d'un site optimal du point de vue de l'environnement.**

## Conclusion

La mise en compatibilité du PLU de Cast vise l'installation d'un centre de tri, recyclage et valorisation de déchets par la transformation de parcelles classées en zone A (cultures et bassins de rétention) et en zone Ai (ancien site agro-alimentaire), en une zone Ui de 4,8 ha.

L'évaluation environnementale présentée pour cette mise en compatibilité s'apparente davantage à une étude d'impact, celle du projet de centre de tri, sans pouvoir être aussi précise que celle d'un projet

---

10 Le dossier évoque le faible nombre de riverains pour réduire le niveau de l'incidence, or cette donnée est indépendante de la notion de nuisance, présente au premier habitant.

11 Mesure de l'ambiance sonore actuelle des 3 sites d'habitations les plus proches.

12 Le porteur du projet dispose de centres de tri similaires.

13 Notamment sur le tronçon de 500 m qui permet une prise de vitesse des camions carriers, depuis leur propre sortie sur la voie publique jusqu'à celle du site du projet.

complètement défini. Elle ne correspond donc pas à l'évaluation environnementale stratégique attendue, qui vise la recherche d'un aménagement optimal du territoire du point de vue de l'environnement et la démonstration d'un tel résultat : aucune implantation alternative au site retenu n'est examinée, qui témoignerait d'une réflexion partagée entre la collectivité et le porteur de projet vis-à-vis de ce choix.

**L'évaluation à mener devrait être fondée sur la justification effective du choix d'un site, après analyse d'autres options possibles, et notamment comparaison de leurs avantages et inconvénients respectifs concernant la préservation des espaces agro-naturels, la biodiversité, le paysage, la sécurité et le risque de nuisances.**

Pour le site retenu *in fine*, la définition de mesures encadrant les déplacements (extra et intra-site), les effets sur le paysage, la biodiversité et la gestion des eaux pluviales, éventuellement sous la forme d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dédiée, pourra utilement accompagner la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Cast et contribuer à éviter ou réduire les incidences négatives du projet.

L'enjeu de la préservation de la biodiversité appellera une expertise plus complète des impacts du projet, afin que les mesures associées soient justifiées et prennent en compte non seulement les espèces du site mais aussi celles qui pourront bénéficier d'une trame verte et bleue améliorée.

Fait à Rennes, le 7 avril 2022

Pour la MRAe de Bretagne

le président

***Signé***

Philippe VIROULAUD



# DEPARTEMENT DU FINISTERE



## Commune de CAST

### Déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU

ELEMENTS DE REPONSES A L'AVIS DES PPA EXPRIME LORS DE L'EXAMEN CONJOINT ET A L'AVIS DE LA MRAE

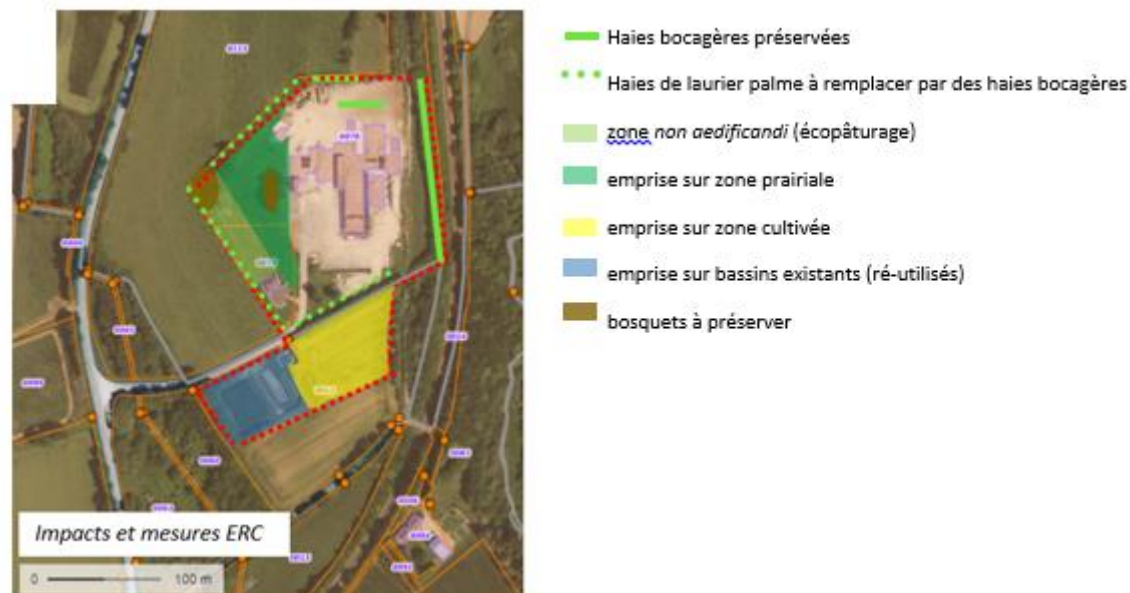
**URBANISME PARTAGE**

TANGUY/BESREST/AGAP

**Examen conjoint des PPA** : voir procès-verbal de l'examen conjoint

A la demande de la DDTM (voir p. 2 du procès-verbal de l'examen conjoint), la collectivité s'engage à apporter une réponse favorable à la demande de préserver les haies ceinturant le projet.

Tel qu'indiqué dans l'évaluation environnementale (mesures ERC), les haies monospécifiques sans intérêt écologique seront remplacées par des haies bocagères (plantation avec des espèces locales et élimination des espèces invasives).

**MRAe : avis délibéré n°2022AB15 du 7 avril 2022**

Il est indiqué en page 7/12 que « l'installation de ces infrastructures et activités est susceptible de dégrader le paysage de cette partie du territoire communal ». Notons sur ce point que le site agroalimentaire déconstruit générerait pour sa part un élément nettement visible et sur de longues distances dans le paysage local au contraire des futures infrastructures construites dans le cadre du projet.

Il est indiqué en page 8/12 que « l'étude d'impact du projet de centre de tri n'a pas été soumise conjointement à l'autorité environnementale ». Le projet nécessitant une autorisation environnementale au titre des ICPE, sa demande sera accompagnée d'une étude d'impact répondant aux dispositions réglementaires. La demande d'autorisation environnementale ne peut, au contraire d'autres demandes au titre du code de

l'environnement et de l'urbanisme, pas porter avec elle la demande de mise en compatibilité du PLU expliquant un cadencement différé des deux évaluations.

OBSERVATIONS MRAe	ELEMENTS DE REPONSES DU MO
<p><b><u>Justification des choix :</u></b></p> <p>L'Ae recommande que l'évaluation environnementale stratégique de la mise en compatibilité du PLU compare plusieurs scénarios d'implantation du centre de tri et de devenir de l'ancienne coopérative agro-alimentaire en analysant leurs contributions à un aménagement du territoire communal optimisé du point de vue de l'environnement</p>	<p>Le futur site de Mesdon vient en complément du CTHP de Guipavas qui arrive à saturation.</p> <p>Le porteur de projet du CTHP souhaite renforcer la proximité des implantations du groupe avec les producteurs de déchets dans une approche locale de la gestion des déchets.</p> <p>Le choix du site est cohérent avec la proximité immédiate des axes routiers majeurs du territoire, la présence d'un rail permettant de développer le transport ferroviaire, une surface de terrain conséquente et la réhabilitation d'une friche industrielle.</p> <p>Dans ces conditions loin de constituer une simple possibilité, la reprise du site industrialisé de Mesdon se révèle comme le choix de moindre impact à comparer aux offres foncières du territoire.</p> <p>La justification de ce choix sera apportée dans l'évaluation environnementale du projet.</p> <p>Cette stratégie s'inscrit entièrement dans le cadre de La loi Climat et résilience qui fixe comme objectif le zéro artificialisation nette en 2050.</p> <p>La zone Ui située dans la partie sud du bourg est complète et n'a pas vocation à accueillir ce type d'activité compte tenu de l'environnement résidentiel. La zone 1AUi située dans le prolongement de la zone Ui du bourg impliquerait une consommation de terres agricoles. Par ailleurs le financement de la renaturation du site industriel évoquée par l'Autorité Environnementale n'est pas précisé par cette instance.</p> <p>Le choix d'établir un projet industriel sur un ancien site industriel apparaît à ce stade comme le meilleur aménagement du territoire communal d'un point de vue environnemental.</p>

<p><b>Prise en compte des principaux enjeux environnementaux</b></p> <p><u>Préservation des milieux naturels</u></p> <p>Les inventaires effectués dans l'emprise du site et de son voisinage sont lacunaires. Les alentours du site n'ont pas fait l'objet de relevés. <i>Ces aspects remettent en question la représentativité des inventaires de la faune et de la flore ; les niveaux d'enjeux pour les espèces du site ne peuvent donc pas être appréciés</i></p> <p>L'extension de l'imperméabilisation et la gestion afférente des eaux pluviales sont susceptibles de modifier le fonctionnement des zones humides se trouvant en aval immédiat du site du projet. <i>Seul un risque de pollution est considéré par l'évaluation alors qu'un suivi de l'évolution de ces milieux, dont l'alimentation en eau sera modifiée, apparaît nécessaire.</i></p> <p>L'Ae recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de mieux caractériser l'impact du projet sur les sols et la biodiversité (notamment pour les espèces et la fonctionnalité de la trame verte et bleue), d'en tenir compte dans le choix de localisation du projet,</li> <li>• en cas de maintien du choix actuel, de relier la réalisation du projet à un renforcement des continuités écologiques locales, à définir.</li> </ul>	<p>Une recherche de populations de batraciens au niveau des anciens bassins de décantation a été réalisée en avril 2021 par M. Fouillet Philippe.</p> <p>Un passage a été effectué pour la flore en juillet ; il a permis d'évaluer la diversité floristique du site.</p> <p>Selon le principe de proportionnalité édicté à l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement ces inventaires ont été menés sur les parties d'intérêt du site la majorité de celui-ci étant une friche industrielle ou une terre agricole</p> <p>L'évaluation prend en compte la gestion des eaux pluviales (pages 30 et 31 du dossier). Elle précise que le règlement écrit du PLU indique que "Le projet doit prendre en compte, dès sa conception, la mise en œuvre de solutions alternatives afin de ne pas augmenter le débit des eaux de ruissellement". Il est en outre précisé que les bassins existants jouent un rôle tampon ; ils permettront de limiter le débit de rejet.</p> <p>De plus, l'étude d'impact permettra d'anticiper de façon plus détaillée la gestion des eaux de ruissellement.</p> <p>Ainsi un dispositif permettant de limiter le débit de fuite sera associé aux bassins existants pour rendre au milieu un débit contrôlé.</p> <p>Il s'agit d'un projet dont l'emprise est située sur un site industriel. L'arrêt récent de cette activité a entraîné une "renaturation partielle du site" mais il s'agit bien d'un site artificialisé et clôturé (fragmentation supplémentaire de l'espace agro-naturel). Les impacts sur la TVB sont donc très faibles (p. 33-34 du dossier DPMEC) :</p> <p>Concernant la trame bleue, aucun cours d'eau, ni aucune zone humide n'est impacté par le projet.</p> <p>Concernant la trame verte, les deux haies en périphérie Nord et Est du site protégées dans le PLU au titre de l'article L.123-1-5-III-2° alinéa du code de l'urbanisme (élément paysager à protéger), sont préservées par le projet.</p>
--	--

<p><i>Le dossier comporte des éléments relatifs au concept de trame noire. Il conviendrait de préciser si le projet pourra induire une pollution lumineuse nocturne et le cas échéant de compléter l'analyse sur ce point.</i></p> <p><u>Qualité paysagère</u></p> <p><i>L'Ae recommande d'évaluer l'impact paysager local du projet sur la base d'une esquisse pouvant traduire l'ampleur des bâtiments, leur répartition et de prévoir des prescriptions architecturales ainsi qu'un type de clôture adapté à l'environnement du projet.</i></p> <p><u>Gestion des eaux usées, pluviales, ressource en eau potable</u></p> <p><i>Il conviendra de préciser dans ce projet de mise en compatibilité du PLU les modalités d'épuration retenues afin de démontrer que la capacité épuratoire des zones humides voisines ne sera pas mise à contribution ou altérée.</i></p>	<p>L'évaluation environnementale précise les mesures pour préserver et renforcer les continuités écologiques : préservation de haies bocagères et du bosquet de pins, remplacement des haies monospécifiques sans intérêt écologique par des haies bocagères, plantation avec des espèces locales, élimination des espèces invasives, absence de coupe d'arbres en période de nidification.</p> <p>Pour toutes ces raisons, le projet semble de moindre impact par rapport à d'autres implantations.</p> <p>La trame noire a été analysée page 36 de la DPMEC : "Afin de réduire l'impact du projet, il est prévu l'extinction de l'éclairage en dehors des périodes de faible luminosité et en absence activités. La pollution lumineuse sera donc limitée et la trame noire de l'espace rural de Cast peu perturbée."</p> <p><i>A ce jour le porteur de projet n'a pas produit d'esquisse des bâtiments Cette demande relève de l'étude d'impact de la demande d'autorisation d'exploiter. En tout état de cause en comparaison du site industriel précédent dont les silos et tour de manutention culminaient à plusieurs dizaines de mètres du sol et étaient visibles parfois à plusieurs kilomètres à la ronde, le projet n'aura qu'un impact très réduit et limité aux visibilitées proches.</i></p> <p>L'évaluation environnementale précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En l'absence de desserte du secteur de Mesdon par un réseau d'assainissement collectif, un dispositif d'assainissement autonome aux normes en vigueur permettra de récupérer et traiter les eaux usées, dans le respect des normes de l'ANC (étude en cours).</li> <li>- Le règlement écrit de la zone Ui stipule que : "dans les zones où le réseau collectif n'est pas prévu les constructions ne pourront être autorisées que dans la mesure où les eaux usées qui en sont issues pourront être épurées et éliminées par un dispositif d'assainissement individuel conforme et conçu en fonction des caractéristiques du terrain."</li> </ul>
--	--



<p><i>La dimension du projet requiert une justification à minima de la consommation d'eau, en lieu et place d'une simple affirmation</i></p> <p><u>Déplacements, sécurité et nuisances</u></p> <p><i>Sans effectuer une expertise approfondie à ce stade du projet, ces données de l'état initial auraient pu être rapprochées de celles d'un site industriel analogue en fonctionnement afin de cerner les niveaux d'impacts sonores possibles et d'incorporer au règlement écrit de la nouvelle zone Ui des dispositions de limitation de tels impacts (valeurs plafonds, mesures de protection...).</i></p> <p><i>L'aménagement de la sortie du site sur cet axe routier et la limitation éventuelle des vitesses de circulation devront être examinés dans l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet afin de garantir la sécurité de tous les usagers.</i></p> <p><i>Pour rappel, le dossier mentionne la perspective d'une remise en état de la voie ferrée du site, raccordable au réseau SNCF ; cette mesure est intéressante pour réduire les nuisances et l'impact climatique du projet, mais ces travaux n'en sont pas encore au stade de la programmation. Ce point fragilise la démonstration du choix d'un site optimal du point de vue de l'environnement.</i></p>	<p>Les eaux pluviales feront pour leur part l'objet d'une épuration dans un dispositif de type séparateur / débourbeur et d'une gestion du débit, permettant une gestion qualitative et quantitative avant rejets, permettant une amélioration de la situation précédente.</p> <p>Une autosurveillance sera mise en place dans le cadre des ICPE.</p> <p>Enfin une vanne permettra d'isoler une pollution accidentelle sur le site en cas de déversement accidentel.</p> <p>La consommation d'eau est limitée aux usages sanitaires : besoins du personnel et entretien, nettoyage du site, et en cas de besoin pour rabattre les poussières par temps sec. Une consommation de l'ordre de 1 000 m<sup>3</sup> par an est attendue à ce stade tous usages confondus.</p> <p>Intégration des procédés bruyants en bâtiments fermés. Capotage des équipements bruyants. Mise en place d'une surveillance des émissions sonores.</p> <p>Le trafic de VL est estimé à 30 unités par jour pour les artisans (accès à déchetterie pro) + véhicules légers du personnel. Le trafic PL est estimé à 10 unités par jour pour les transferts de déchets.</p> <p>Le trafic routier sur la RD770 est de 1160 véhicules jour dont 10% de PL (influence de la carrière)</p>
--	---

Conclusion

L'évaluation à mener devrait être fondée sur la justification effective du choix d'un site, après analyse d'autres options possibles, et notamment comparaison de leurs avantages et inconvénients respectifs concernant la préservation des espaces agro-naturels, la biodiversité, le paysage, la sécurité et le risque de nuisances.